Discours de Monsieur Edouard Fritch,

Président de la Polynésie Française

Mercredi 2 septembre 2015

COP21 – Pavillon de la France – Le Bourget –

**La reconnaissance des Petits Etats Insulaires du Pacifique et la perte d’intégrité de la zone maritime : un enjeu crucial pour leur avenir**

En préambule à mon discours, je voudrais témoigner aux français de métropole le soutien indéfectible de vos compatriotes, vos frères du Pacifique. Chacun de nous, même à 18 000 kilomètres des événements a été terriblement affecté par ces actes d’une cruauté innommable. Sachez que la Polynésie française s’est sentie particulièrement proche de la France métropolitaine pendant ces heures difficiles.

En l’espace de quelques semaines, Paris aura connu l’Humanité sous ce qu’elle peut offrir de pire et de meilleur. Le pire, c’est ce dont je viens de vous parler, à l’instant. Des actes guidés par l’intolérance, l’égoïsme et surtout la haine de son semblable. Dans dix jours, nous assisterons, je l’espère à un accord entre les puissants de cette Terre pour venir en aide aux plus vulnérables. Oui, la COP21 montrera que l’humanité peut être emprunte de discernement, de partage, de compassion, bref… d’humanisme.

L’issue victorieuse de cet événement majeur marquant une ère nouvelle dans les rapports qu’entretient l’humanité avec la Nature tient à la solidarité qu’éprouvera le Nord pour le Sud, un Pays pour un autre et… les Nations pour leurs Outremers.

Je voudrais ici saluer l’implication particulière du Président de la République qui a voulu associer nos pays et territoires insulaires du Pacifique afin qu’ils puissent pleinement faire entendre leur voix dans le concert des Nations.

Je suis très sensible également à la thématique qui nous réunit aujourd’hui. La reconnaissance des Petits Etats Insulaires du Pacifique et la perte d’intégrité de la zone maritime : un enjeu crucial pour leur avenir.

La Polynésie française est la définition même du territoire maritime. Elle est constituée à 999/millième de mer sur un territoire aussi vaste que l’Europe.

Ainsi, pour nous, Polynésiens, une perte d’intégrité de notre zone maritime, c’est-à-dire une diminution de cette zone due à une submersion de nos îles constitue une violation de notre identité, tant notre histoire et notre culture sont intimement liées avec notre océan et la nature.

Ensemble, les Pays Polynésiens qui se sont réunis en juillet dernier à l’occasion de la signature du PACT de Taputapuatea s’étendent sur une surface cumulée de 10 millions de km². C’est deux fois la superficie de l’Europe ! Je pense sincèrement que l’appellation « Grand Pays Océanique » serait plus appropriée que le traditionnel « petits territoires insulaires »….

Ensemble nos territoires sont très probablement l’un des puits de carbone parmi les plus grands au monde. Si les grandes forêts sont considérées comme un poumon de la Terre, alors nous en sommes l’autre.

En effet, vous entendrez au cours des conférences que l’océan produit 80% de l’oxygène que nous respirons et absorbe le tiers des émissions de gaz à effet de serre. Je me demande combien nos espaces maritimes ont pu absorber de CO2 rejeté par les Pays industrialisés!

Ces espaces maritimes, nous avons le devoir de conscience de les protéger. Les efforts polynésiens pour protéger ces trésors de biodiversité sont reconnus mondialement et, pour certains, font l’objet de label à l’instar de la réserve de biosphère de Fakarava.

**FILM Fakarava**

Nos océans font partie du patrimoine de l’humanité. Aussi, il nous faut passer aux étapes supérieures et commencer à protéger des surfaces de plus en plus vastes en coopérant stratégiquement pour la conservation, la gestion et la surveillance des espaces et des écosystèmes marins afin d’en renforcer la résilience face au changement climatique.

Mais, cet impératif écologique mondial a un coût que nos seules communautés océaniennes ne peuvent supporter.

Les conséquences de l’activité et de la négligence humaines font que notre océan se réchauffe, son niveau monte et il devient plus acide.

En Polynésie, nous constatons l’affaiblissement progressif de la vitalité corallienne, l’intoxication de la vie marine, l’érosion de nos côtes, l’intensification des cyclones et de la houle et la mise en péril de nos habitats. C’est effectivement l’intégrité de notre environnement et donc de notre identité qui est mise à mal.

Une évidence s’impose. Cette évidence, c’est admettre que nous ne sommes pas tous égaux face aux effets du changement climatique.

 Rares sont les discours des français polynésiens qui ne mettent pas en avant, sans une certaine fierté, les 5 millions de km2 de Zone Économique Exclusive qui nous entourent. Aujourd’hui, c’est avec angoisse que je me permets de vous rappeler l’immensité de notre Pays maritime, grand comme 10 fois la France métropolitaine !

Au-delà des espaces, il y a des 270 000 hommes, femmes et enfants, des cadres de vie, des cultures, des langues. C’est tout un patrimoine dont l’intégrité est aujourd’hui menacée !

Comprenez que le changement climatique constitue une menace sur l’intégrité territoriale voire l’existence de certaines de nos îles, tant par la submersion de terres existantes que par la diminution de notre patrimoine maritime.

Les îles, même englouties sous les mers doivent rester la propriété des peuples qui y vivaient. Leur descendance doit pouvoir y retourner pour pêcher.

La surface des zones économiques exclusives est calculée en fonction des terres émergées. Si celles-ci disparaissent, qu’adviendra-t-il de nos territoires et de nos richesses ? C’est pour cette considération que nous demandons de figer de manière permanente les lignes de base établies en accord avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

Cette perte d’intégrité de nos espaces maritimes se caractérise aussi, comme le souligne le message de Hōkūle’a du 22 juin 2014, à travers les risques qui pèsent sur *« les trésors de notre biodiversité unique et de nos écosystèmes marins : récifs, tortues, baleines, requins, poissons et oiseaux marins. Ce patrimoine naturel est l’emblème de notre culture et le garant de notre économie à travers le tourisme, la pêche durable et la perliculture ».*

Mais sachez que la Polynésie ne se positionne pas en victime. Nous admettons notre part de responsabilité. Notre position est celle d’un Pays océanien, coupable malgré lui, car victime des effets de la civilisation moderne et trop fortement dépendant de l’utilisation des énergies fossiles due à son isolement et à l’éclatement géographique de ses îles.

Dans notre pays, il est impossible d’établir des interconnexions du réseau entre les archipels. Il s’avère très compliqué d’implanter des sources d’énergie renouvelable car les réseaux locaux sont inappropriés. Nous sommes obligés de consommer de l’énergie fossile pour nous déplacer entre les îles. Vous le constaterez par vous même, nous disposons des meilleurs prétextes pour ne pas évoluer et continuer à faire fausse route.

Or, comme je l’ai dit, la Polynésie est aussi coupable comme en atteste sa modeste performance au palmarès des émissions de gaz à effet de serre, 3,4 tonnes par habitant à l’année. Cela excède du double les préconisations garantes d’un avenir climatique maîtrisé. Nous devons donc, nous aussi, nous réveiller afin de contenir les risques et angoisses à venir.

Œuvrer au maintien du réchauffement climatique en deçà de  1,5°C voire 2°C à l’horizon 2100, implique que la Polynésie française réduise rapidement ses émissions de gaz à effet de serre de moitié, en mettant en œuvre une stratégie et des moyens pour les contenir à 1,8T/ habitant et an.

**Film Plan Climat Stratégique**

Quelle que soit l’issue de la COP21, la Polynésie française est déjà fière de s’être tant investie, aux côtés de la France et de ses frères Polynésiens : Samoa, Tonga, Tuvalu, les îles Cook, Niue et Tokelau. Ensemble, nous partageons le même ADN mais aussi le même ennemi : le dérèglement climatique.

Aussi, j’en appelle à la communauté internationale d’avoir le courage et le bon sens politique de comprendre que la hausse du niveau marin, l’intensification des cyclones, le réchauffement, sévissent de la même façon dans nos sept collectivités polynésiennes, indépendamment du fait que nous nous appelions « Territoire », « Etat souverain », « Territoires autonomes en libre association » ou Pays d’Outremer.

Nous devons tous faire face à l’urgence climatique et ma demande est que tous, nous puissions accéder au fonds vert pour le climat et autres fonds d’adaptation. Il faut nous donner les moyens pour que s’exprime notre capacité d'adaptation et protéger notre océan par des mesures ambitieuses d’atténuation des gaz à effet de serre.

Depuis plus d’un an, à l’image de toute la France la Polynésie française s’est mobilisée pour assurer le succès de la COP21.

A la fin du premier semestre 2015, pour se préparer à cette conférence internationale, nous avons co-organisé, avec le soutien du ministère de Madame Royal, un symposium scientifique sur la vulnérabilité des îles basses au changement climatique.

En juillet dernier, nous avons organisé la conférence des dirigeants Polynésiens qui a abouti à la signature du P.A.C.T. (Polynesia Against Climate Threats) de Taputapuatea.

Au vu de l’importance des décisions qui devaient être prises, il était nécessaire de choisir un lieu hautement solennel et symbolique pour tous les Pays polynésiens.

Le site de Taputapuatea était le plus approprié car il était jadis l’un des centres de gravité culturelle de la grande Polynésie. Les chefs s’y réunissaient pour y prendre les grandes décisions et y invoquaient Oro, le dieu de la guerre. Tout un symbole quand nous pensons aujourd’hui avoir déclaré la guerre aux conséquences du changement climatique.

**Film Taputapuatea**

En septembre, nous avons restitué notre Plan Climat Energie qui constitue notre contribution à la COP21 pour adapter notre mode de vie et atténuer l’incidence de nos actes.

Début novembre, nous avons officialisé notre plan de transition énergétique pour disposer de 50% d'énergie renouvelable dans la production électrique en 2020 et, nous l’espérons avec force et conviction, de 75% en 2030, contre 30% aujourd’hui. C’est un pari ambitieux pour un Pays composé de 118 îles éparpillées sur un territoire aussi vaste que l’Europe…

Nous avons également pris notre bâton de pèlerin pour porter notre message et informer sur nos actions et intentions lors des événements majeurs qui se sont tenus cette année en Guadeloupe et à Sydney, lors de la visite de François Hollande à Nouméa en novembre 2014 et lors des Oceania 21 en avril 2015 à Nouméa. En octobre, un des nôtres, le Premier ministre de Samoa, est allé porter notre message du PACT à l’ONU. Enfin, je suis intervenu au Ministère des Outremers, également en Octobre, pour demander une première fois à ce que soit relevé le défi de Paris pour les îles et les Océans.

Il est fondamental de se rappeler une chose essentielle. La COP21 est avant tout un événement que je qualifierais d’altruisme intergénérationnel. C’est la première fois que les dirigeants de ce monde convergent tous vers une préoccupation partagée : le devenir de nos enfants.

C’est pour cela qu’en Polynésie, avec la Fédération des Associations de Protection de l’Environnement (FAPE), le Conseil Economique Social et Culturel, la Chambre de Commerce et d’Industrie et le corps enseignant, le gouvernement a organisé les premières assises de l’environnement des étudiants de Polynésie française. Je laisserai mon ami Angelo Frébault, président du CESC vous en restituer les principales recommandations.

La parole de cette jeunesse qui subira encore davantage que nous les contrecoups du changement climatique nous importe au plus haut point. La petite délégation qui a participé à la COY11, la conférence des jeunes, m’a donné trois éléments fondamentaux à partager avec vous aujourd’hui, à la COP21 : protéger notre biodiversité, respecter notre Culture et promouvoir l’écocitoyenneté. C’est aussi simple que juste et approprié.

Ces trois fondamentaux nous, peuples des îles, pays parmi les plus vulnérables au changement climatique, nous voulons les observer. Il en va de notre devenir. Il en va du devenir des générations futures.

Nous comptons sur vous pour nous aider à réaliser les défis du PACT de Taputapuatea. Nous vous invitons à prendre part à ce défi : Le défi de Paris pour les Iles et les Océans.

Je vous remercie de votre attention.